

Ensuite, il y a le projet de loi sur le libre accès à l'information. Presque tout le monde a estimé les efforts tentés par le gouvernement actuel jusqu'ici en cette matière, et je suppose qu'il a maintenant l'occasion de faire mieux, grâce notamment aux propositions de l'honorable Walter Baker qui peuvent servir de modèle. Le gouvernement pourrait les améliorer, et je suis convaincu qu'il le fera.

Ce n'est pas là le thème principal du discours du trône. Le grand problème de l'unité nationale et de l'aliénation des régions plane au-dessus de nous et assombrit notre avenir. Un des tests du discours du trône est certainement la façon dont le gouvernement se propose de régler ce problème et de réagir au prochain référendum dans la province de Québec. Le texte contient de belles paroles, des envolées, des exhortations passionnées, mais l'essentiel, la stratégie envisagée, me laisse profondément sceptique, et c'est une sensation très désagréable.

Oh, nous sommes tous des fédéralistes ici, c'est sûr. Nous allons tous œuvrer et prier pour un «non» retentissant le jour du référendum. Nous voulons que le Canada survive avec le Québec, et non sans lui. Nous autres, sénateurs, savons que le fédéralisme peut être un régime très souple et qu'il peut facilement s'adapter aux exigences de deux cultures et de tous les hommes de bonne volonté dans un pays.

Dans quelques semaines, ce sera le moment du référendum. L'article que j'ai lu dans le journal ce matin sur le discours que le premier ministre a prononcé hier à l'autre endroit sur la signification du «oui» m'a encouragé. Bien sûr, cette question très intéressante a été soulevée par notre collègue, le sénateur Asselin, qui a provoqué une réplique si inattendue de la part du leader du gouvernement. La question était un peu trop épineuse pour qu'il l'aborde hier, et il s'est retranché à bon droit derrière le concept de questions hypothétiques. Je suis porté à croire que la vérité dans tout cela, c'est qu'il ne fait pas partie du cercle des initiés et qu'il ne savait probablement pas ce que le premier ministre allait dire jusqu'à ce qu'il prononce son discours, car il aurait pu protéger ses arrières, mais s'il est un peu dépité, qu'il ne s'en fasse pas; ce ne sont pas toujours les beaux parleurs qui sont les plus utiles.

Dans ce discours s'adressant à la population canadienne hier, le «oui» a été décrit comme une impasse politique et juridique, et le «non» comme la première étape de la réforme du système fédéral. Je m'empresse de dire que si le «oui» ne doit pas se révéler une impasse pour un pays moribond, il nous faut connaître mieux les intentions du gouvernement pour prouver à la population du Québec que le «non» lui est bénéfique et qu'il ne fera pas que diminuer ses chances d'être mieux traitée dans une nouvelle constitution. Le gouvernement a promis que le «non» serait interprété comme un «oui» au renouvellement de la fédération canadienne, mais je dois dire, à mon grand déplaisir, que le gouvernement actuel est celui qui, au cours des dernières décennies, pour quelque raison que ce soit, a suscité la montée du séparatisme dans la province de Québec et, en fait, du sentiment d'aliénation dans les autres régions du pays qui est plus vif aujourd'hui qu'il ne l'était il y a

12 ans lorsque l'actuel premier ministre a pris le pouvoir. Il promet maintenant de réviser le processus de réforme constitutionnelle. Parfait, mais le premier ministre hier, à dessein ou non, a semé la confusion dans mon esprit et je crois qu'il a embrouillé la question en donnant plus de détails sur la signification d'un «non», comme en témoigne le harsard à la page 36:

● (1500)

Alors, je le répète, même un vote non ne mènera pas nécessairement à ce nouveau fédéralisme que tout le monde désire. Il y a sans doute une façon de l'assurer, ce serait que le non soit si massif, que le non soit si fort et retentissant que le gouvernement péquiste comprenne que vraiment les Québécois ne veulent pas se séparer du Canada et qu'il vaut mieux même pour le gouvernement péquiste de s'atteler à la tâche de renouveler ce fédéralisme plutôt que de le détruire.

Voilà une déclaration que nous trouvons tous très intéressante et que nous pourrions peut-être appuyer. Mais qu'arrivera-t-il si cela ne se produit pas?

J'ai été un peu ébranlé de lire dans les journaux d'aujourd'hui que M. Peter Regensterief, qui a la réputation de connaître assez bien la question, prédit une victoire du «oui» par une faible majorité au Québec. Comment allons-nous concilier une victoire du «oui» avec ce que le premier ministre a dit? Évidemment, la meilleure façon de concilier les deux est de suivre son idée—c'est-à-dire de convaincre les gens de rejeter l'idée du «oui» pour assurer la victoire du «non». J'aimerais que le gouvernement étudie cette question.

Ces promesses sont réconfortantes, mais je crois qu'il serait utile que le gouvernement précise comment s'opérera le processus de changement et comment il entend faire en sorte que la réforme constitutionnelle—qu'il promet en échange d'un «non»—deviendra réalité au Canada. Il devrait s'expliquer et préciser les principes philosophiques que le premier ministre nous a servis hier lorsqu'il nous a dit, d'une part, qu'un «oui» menait à l'impasse et, d'autre part, que même un «non» ne pouvait garantir l'avenir du Canada et la réforme de sa constitution.

Bien sûr, si le premier ministre veut dire par là qu'il y aura toujours des mécontents, c'est une chose, et c'est la vérité. Cependant, s'il veut dire autre chose—et je crains que c'est de cette façon que ses propos seront interprétés dans d'autres régions du pays et notamment dans les rangs du PQ—alors nous aurons besoin d'éclaircissements. J'espère qu'avant la fin de ce grand débat, le gouvernement fédéral nous fournira d'autres précisions quant à sa réaction face à une situation en évolution constante. Il est vrai, qu'il ne conviendrait guère que le gouvernement fédéral expose ses politiques en détail car, dans les circonstances, cela serait évidemment difficile. Mais le gouvernement fédéral peut certainement prendre la tête d'un mouvement d'appui des provinces en faveur du «non» de sorte qu'il soit clair qu'un vote négatif est synonyme de réforme constitutionnelle; cela nous permettrait d'oublier l'aparté philosophique—et j'espère que ce n'était rien de plus—que j'ai extrait aujourd'hui du discours du premier ministre.